

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 20 SEPTEMBRE - N° 955

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Envoyés à la mort

Un cheminot de Lorient qui avait été hospitalisé début août s'était vu prescrire 90 jours d'arrêt-maladie. 12 jours après le médecin de la SNCF le juge apte à reprendre son travail. Il est retrouvé mort par ses camarades.

A la centrale nucléaire de Porcheville, deux ouvriers d'entretien sont contraints de passer sur une passerelle en contreplaqué, à 120 mètres du sol. La chute est mortelle.

Juin 1976 : Mohamed Mezzi avait la tête écrasée par une presse de 600 tonnes à Bendix-Drancy. Le procès vient de se tenir, 3 ans après.

LIRE EN PAGE 5

Succès diplomatiques pour l'OLP

LIRE EN PAGE 6

Le smog de Los Angeles

LIRE EN PAGE 8

Dans
Le Quotidien
du Peuple
du samedi
22 septembre

2 ans après la rupture
PCF-PS :
Cette union qui les
divise.

Notre dossier :

Indemnisation du
chômage :

«Le nouveau système?
C'est dingue !»

Deux ans après leur rupture PCF-PS : obligés de se voir mais non de s'entendre



C'était il y a deux ans, à la veille de la rupture de l'union de la gauche. Jeudi, les mêmes délégations se rencontrent... Radicaux de gauche en moins, bien entendu.

Mitterrand :
ce sera
un «échec»

Marchais :
«Il ne peut pas
en sortir
grand chose»

A la veille de la rencontre entre les directions du PCF et du PS qui doit se tenir ce jeudi, les propos sceptiques qui sont tenus de part et d'autre sont là pour confirmer qu'ils ne sont pas tout à fait à la veille de se réconcilier.

Toutefois cette rencontre est le prélude à une certaine entente à terme. En vue des échéances électorales de 1981 pour les présidentielles et de 1983 pour les législatives, ils seront bien contraints de jeter un voile sur leurs divergences.

Mais dans l'immédiat ils étaient obligés de se voir à défaut de s'entendre. Ils affirmaient chacun de leur côté, une volonté de lutte contre les dernières mesures gouvernementales. Le PS visant à se débarrasser de l'accusation de virage à droite, proposait une rencontre au PCF qui ne pouvait pas refuser sans se voir accusé par le PS de refuser l'union.

Des milliers
d'Ukrainiens
à l'enterrement
d'un poète
assassiné
par le KGB

En mai 1979, le corps de Volodymir Ivassiouk est retrouvé pendu et mutilé dans la forêt. La colère et l'indignation soulèvent l'Ukraine : «Vous ne pouvez pas tous nous pendre, nous ne pouvez pas tous nous abattre, vous paierez encore pour vos crimes». Les autorités soviétiques bloquent au maximum toutes les informations sur leurs crimes et les manifestations qu'ils suscitent, l'information arrive en France aujourd'hui seulement.

LIRE EN PAGE 6

La rencontre
CGT-CFDT :
Un accord
laborieux
pour des résultats
incertains

Après de laborieuses discussions, la CGT et la CFDT sont finalement parvenues à un accord. Les revendications avancées correspondent dans l'ensemble aux préoccupations des travailleurs ; quant aux perspectives d'action pour les faire aboutir, elles restent vagues et générales.

En fait cet accord s'est discuté au moment où chacune des directions confédérales rencontrent certaines difficultés avec leurs militants respectifs.

LIRE EN PAGE 3

LIRE EN PAGE 4

La Ruhr, coeur de la classe ouvrière allemande 3

Reportage d'Anne RHEIN

L'attitude à l'égard de la direction syndicale de collaboration de classe est encore très contrastée chez les sidérurgistes de la Ruhr. Mais, lors de leur dernière grève, la solidarité et le sens de l'initiative se sont développés de manière nouvelle. C'est ce qu'ils nous expliquent aujourd'hui.

— Mais malgré la grande mobilisation des sidérurgistes pour l'extension de la grève, celle-ci est restée limitée sur quelques boîtes seulement.

Stephan : Tout le monde savait que la grève allait rester inefficace tant qu'elle ne s'étendait pas sur toutes les aciéries ; quand les patrons ont lock-outé, beaucoup se sont dit : maintenant ils vont élargir la grève. Mais la direction syndicale n'a pas élargi la grève, elle ne pouvait pas le faire. C'est ce que beaucoup de nos collègues n'ont pas vu ; ils ont attendu, demandé gentiment, dans de nombreuses résolutions, l'extension de la grève. Mais ils n'ont pas vu que, en tant que facteur d'ordre dans ce système, la direction devait s'opposer à l'extension de la grève. Une grève dans toute l'industrie sidérurgique aurait effectivement eu des conséquences politiques énormes pour la République Fédérale.

D'ailleurs, la direction syndicale s'y est prise avec beaucoup d'habileté. Mannesmann par exemple, bon, il y a tout un mythe autour de cette boîte, Mannesmann la rouge, etc. : c'est faux. Ce qui est vrai par contre, c'est que Mannesmann a une expérience de lutte relativement plus grande ; dans le déclenchement des grèves «sauvages» de 1969 et 1973, Mannesmann a joué un certain rôle. Et la direction syndicale devait craindre effectivement que, si elle n'impliquait pas la boîte dans la grève, les gars allaient s'y mettre tout seuls, ce qui aurait pu avoir des conséquences pour les autres boîtes.

Les gars de chez Klöckner, boîte assez combative aussi, ont envoyé un télégramme à la direction de l'IG Metall : on veut la grève. Donnez-nous votre accord ! La direction centrale de grève a télégraphié à son tour : vous pouvez faire grève aussi longtemps que vous voulez, vous n'aurez pas un centime de soutien de l'IG Metall. Cela a eu un effet si démobilisateur qu'il n'y a pas eu d'actions autonomes.

— Vous travaillez dans des entreprises qui dès le début étaient impliquées dans la grève. Comment, dans vos boîtes, la grève a été organisée ?

Charlie : Il fallait mettre les piquets de grève, choisir un local de grève, organiser les assemblées de grévistes, établir des liaisons avec d'autres boîtes en grèves ou non, payer les allocations de grève. Un des problèmes les plus importants, c'est



Contre le lock-out, un grand mot d'ordre : solidarité !

TABLE RONDE AVEC DES SIDÉRURGISTES (2)

MOBILISATION, SOLIDARITE, INITIATIVE

l'information. Nous, chez Mannesmann, on a eu un seul grand local de grève où tout le monde passait une fois par jour pour toucher l'allocation. Ce local était occupé jour et nuit, ça a très bien marché, tout le monde a pu être tenu au courant.

Schorsch : Il y a deux formes d'organisation de la grève. Une, officielle, c'était la direction syndicale, c'était une organisation bureaucratique du style : on appelle les travailleurs, ils viennent, et le moment venu, on les renvoie. C'étaient des fiches avec des ordres : tout gréviste est tenu de se présenter au local de grève, d'être au piquet de grève, etc.. Nous, on n'avait aucune expérience. Les équipes de sécurité : qui fallait-il y mettre, combien de gars ? Le local de grève : nous, on en avait 22, c'était une erreur, mais ça, on ne l'a vu qu'après. Les piquets de grève : là aussi, il fallait tout inventer. Mannesmann les a organisés sur une base volontaire, avec le résultat que finalement 500 gars ont réellement fait grève, le reste est tout juste passé pour toucher l'allocation. Chez nous, chaque travailleur qui touchait son allocation, devait faire piquet de grève. C'était mieux, tout le monde était piquet de grève ; à la longue, ça semblait tout évident, et aux gars, ça a donné la conscience de faire grève activement. Et puis aux portes, ça discute : où ça en est, qu'est-ce qu'on peut encore obtenir, etc..

Mais tout ça, il fallait le faire nous-mêmes, l'IG Metall et la direction locale de grève ne nous ont pas soutenus. Les assemblées de grévistes : il fallait les faire contre le comité d'entreprise (*) ; il fallait discuter, entraîner, convaincre les copains. Et ainsi on a réussi à rassembler jusqu'à 400 travailleurs à une assemblée, et ce n'était pas les délégués syndicaux, ou les gars actifs qu'on voit d'habitude. C'était des travailleurs qui avaient des questions par rapport à la grève et qui voulaient avoir des réponses. On peut presque dire que la direction syndicale a commis une erreur en nous laissant seuls à organiser notre grève.

— On a compris aussi que ça ne suffit pas de mener la lutte isolément, par boîte. Donc, on a pris des initiatives, on est allés assis-

ter aux assemblées des autres, on a envoyé des délégations à Krefeld, où ils n'étaient pas en grève, à Ruhrort, etc..

Charlie : Nous, on est allés à Neunkirchen parce qu'on a appris que les patrons de là-bas voulaient faire faire aux sidérurgistes de la Sarre du travail de briseurs de grève au profit de Mannesmann.

Schorsch : J'ai été étonné du peu d'information qu'avaient les travailleurs à Neunkirchen sur notre grève, sur la lutte pour les 35 heures. Là aussi, l'IG Metall n'a fait aucun boulot d'information. Nous aussi, il fallait qu'on apprenne ce qui se passe là-bas, les rationalisations, le chômage, ce que fait le groupe Arbed. Là aussi, on ne peut faire confiance à l'appareil, c'est un boulot qu'il faut qu'on prenne en mains nous-mêmes et qu'on continue.

Charlie : On est allés dans les grands magasins, discuter avec les vendeuses. Ça a très bien marché, les femmes qui étaient

venues faire les courses ont discuté avec nous. C'est très important d'impliquer les femmes, car les femmes, nos femmes, sont directement touchées par la grève. Elles ont reçu par exemple pendant les six semaines de grève six lettres de la direction : qu'est-ce qu'il fait, votre mari ? Des menaces, quoi. C'est pourquoi on a organisé des petits groupes d'agitation qui ont fait du porte à porte dans les cités ouvrières, pour discuter avec les femmes, leur expliquer la nécessité de la lutte.

— Malgré les manœuvres de division et de diffamation des patrons et de la presse bourgeoise, votre grève a rencontré beaucoup de sympathie et de solidarité parmi les travailleurs et la population.

Charlie : On a reçu énormément d'adresses de solidarité de partout, de sections syndicales, de travailleurs de l'étranger, de France par exemple. Des délégations sont venues — beaucoup

d'enseignants d'ailleurs — pour discuter avec nous. On nous a même invités à aller dans une école pour informer les élèves et les enseignants de notre lutte

Schorsch : Il y a eu beaucoup de témoignages de solidarité, mais il faut dire que ça s'est limité à cela. C'était un peu un soutien moral. Il faut dire que chez nous, en RFA, la conscience de classe est encore assez faible. Les gars se disent : eh bien, ils font grève, il faut bien leur donner un petit quelque chose ; ils ne se disent pas : c'est une partie de notre classe qui est en grève, il faut la soutenir par la lutte.

Charlie : C'est vrai, sur le plan subjectif, de grandes parties de la classe ouvrière ouest-allemande ne se comprennent pas comme classe ouvrière. C'est à cause de cette foutue idéologie bourgeoise ; l'idéologie des partenaires sociaux, de la promotion du «payez, vous serez considérés», et ainsi toute une partie des travailleurs s'efforcent de ne plus l'être pour constater un jour quand ils sont vieux qu'ils le sont restés. L'anticommunisme qui, ici, est une doctrine d'Etat joue aussi.

Schorsch : ...Et le rôle de la direction syndicale, car il faut bien voir que nulle part ailleurs la direction syndicale n'a une position si forte qu'ici.

(*) (Voir notre édition d'hier). Contrairement aux Vertrauensleute, les Betriebsräte jouissent souvent d'un certain nombre de privilèges, ce qui les rend plus vulnérables à la corruption.

Dans notre prochain numéro, la suite de notre table ronde : MENER NOTRE LUTTE NOUS-MÊMES.

LES TRAVAILLEURS TURCS DANS LA GRÈVE

Bien que massivement renvoyés dans leur pays depuis plusieurs années, les travailleurs immigrés (dans la Ruhr, ce sont surtout les travailleurs turcs) constituent encore un fort contingent de la classe ouvrière en RFA. Chez Mannesmann-Huckingen par exemple, ils étaient jusqu'à 25 % des effectifs, un peu moins maintenant. Leur présence se traduit dans les noms qu'on donne les gens aux quartiers habités surtout par les immigrés : Türkenheim, Klein-Istanbul... Appelés souvent pour faire les travaux les plus durs, les plus dangereux, et les moins payés, ils sont toujours sous la menace de devoir céder leur place aux travailleurs allemands et de contribuer ainsi au maintien de la paix sociale, et risquent d'être, sans carte de séjour, aussitôt renvoyés dans leur pays.

Ils sont casés dans ces sinistres appartements qu'ont quittés les Allemands et qui sont destinés par leurs propriétaires à la démolition, leurs enfants sont «stockés» dans des écoles où ils n'apprennent quasi-rien, dans l'interdiction d'accéder à une formation ultérieure s'ils sont rentrés en RFA après le 31 décembre 1976, soumis au racisme quotidien soigneusement entretenu par la presse bourgeoise, chaîne Springer en tête. Ajoutons la menace brutale et pourtant cachée par les autorités allemandes des «Loups gris», bandes fascistes dépendant du gouvernement turc existant ailleurs qu'en RFA, qui ne reculent pas devant l'assassinat pour empêcher les travailleurs

turcs de militer, de s'organiser dans les syndicats.

Pourtant, les travailleurs turcs ont été parmi les plus actifs et les plus combattifs pendant la grève. Cela, beaucoup me l'ont affirmé. «Tu aurais dû voir comment, au moment du vote pour la grève, les collègues turcs ont fait leur croix sur le bulletin de vote. Les autres, les Allemands, ils discutaient encore, hésitaient ; les Turcs, de façon démonstrative, ont coché leur «Oui».

«Moi, ce que j'ai compris dans cette grève, m'explique un autre sidérurgiste, c'est que les Turcs étaient plus avancés que nous. Ils ont fait grève avec une attitude, une détermination tout autre. Ils ne se sont pas laissés impressionner par les arguments des patrons. Jamais ils n'ont mené des discussions qui auraient pu diviser les travailleurs. Ils avaient une conscience très précise que c'était pour leurs intérêts qu'ils faisaient grève.

Je te donne un exemple qui m'a impressionné : aux portes, où on fait les piquets de grève, on apporte à manger. Je vois qu'un travailleur turc ne mange rien, je lui demande pourquoi. «Pendant la grève, il ne faut pas manger beaucoup» il me répond. Je ne comprends pas, il fait froid, on a faim, on n'a pas besoin de payer... Il m'explique : «Nous, en Turquie, quand on fait grève, on n'a pas beaucoup d'argent, alors on mange peu». Si on le pose en terme de nationalités, je crois qu'on peut dire que les Turcs étaient plus conscients que nous.

Retrouvailles CGT-CFDT

UN ACCORD LABORIEUX
POUR DES RESULTATS INCERTAINS

Le texte de l'accord en lui-même n'est guère original. Les revendications avancées sont évidemment des préoccupations des travailleurs ; quant à l'action pour les faire aboutir, les déclarations restent désespérément vagues et générales.

Cependant, quelques chose frappe immédiatement à la lecture de l'accord : les thèmes de la CFDT, ceux-là même que Maire a exposé dans son discours de rentrée à Rouen, constituent l'essentiel du texte commun. Sur les objectifs : l'augmentation du SMIC et des bas salaires avec progression différenciée dans le cadre d'une hiérarchie des salaires réduite ; c'est ce qui figure en premier. Sur la semaine de 35h pour « créer des emplois et vivre mieux ». Ces deux axes et les termes dans lesquels ils figurent dans l'accord sont du cru cégétiste, c'est incontestable. Le troisième objectif, libérés syndicaux et droit à l'information à l'usine, n'a pas dû susciter de grosses polémiques au cours des discussions ; c'est un thème souvent

C'est lundi, tard dans la soirée, que les délégations « au sommet » des deux grandes centrales syndicales sont finalement parvenues à s'entendre sur le texte d'un accord. Les discussions avaient commencé vendredi dernier. Une suspension avait été demandée par la CGT pour consulter à nouveau sa commission exécutive, pourtant déjà réunie la

mis en avant par les-uns et les autres.

Sur les moyens d'action, c'est peut-être encore plus net. Pas question de journées d'action ou autres choses dans le genre. Par exemple cette phrase : le développement de l'action « implique l'engagement de toutes les organisations confédérées à partir des entreprises et des établissements. Il vise à mobiliser le plus grand nombre de travailleurs afin d'aboutir à des résultats dans les meilleurs délais. » Cela a une forte odeur de recentrage. Certes, la possibilité reste ouverte au cas où « des conditions de la mobilisation du plus grand nombre des travailleurs sont réunies » d'une « action nationale interprofessionnelle de grande ampleur » ; mais enfin, au delà de son caractère de très grande généralité sur ce point, le texte est dans son

ensemble d'inspiration cégétiste. C'est assez rare pour être souligné. Cela explique sans doute la longueur des discussions. Il a dû y avoir de sévères empoignades.

TRISTE SEMAINE POUR
LA DIRECTION CGT

Il est vrai que la direction CGT abordait la rencontre dans une position assez défavorable. La preuve venait d'être faite du peu d'intérêt que manifestent les travailleurs pour le type d'action qu'elle préconise. En cette rentrée, les raisons de lutter ne manquent pas, le mécontentement est général. Et pourtant, il n'a pas trouvé dans la « semaine d'action » de la CGT l'occasion de l'exprimer. Pour dire les choses comme elles sont, cette initiative a été un échec. Les quelques actions locales qui

semaine dernière. De plus, une commission mixte CGT-CFDT s'est réunie à plusieurs reprises au cours du week-end pour essayer de « déblayer le terrain ». Il semble qu'elle n'ait pas déblayé grand chose puisque lundi, les discussions ont traîné encore, ponctuées par plusieurs interruptions de séances. Finalement, un texte a laborieusement été rédigé.

ont pu connaître un certain retentissement ne contredisent évidemment pas le bilan global. On peut objecter que ce n'est pas simple, que les difficultés à la lutte ne manquent pas avec l'aggravation de la crise. Ces arguments sont recevables mais ils n'expliquent pas tout. Loin de là.

Cela a lourdement pesé dans les discussions. Les chauds partisans du recentrage ne se sont pas privés de le rabacher. A tel point qu'ils trouvent dans la période un assez large écho ; jusque dans les rangs de la CGT.

DES PROBLEMES
AUSSI DANS LA CFDT

La fable selon laquelle la direction de la CFDT aurait été contrainte de s'asseoir à la table des discussions sous la pression des masses mises en mouvement par la CGT ne résiste pas

une minute à l'examen. Cela dit, la direction cégétiste ne pouvait guère faire autrement que de discuter avec son homologue cégétiste et, si possible, de parvenir à un accord. Pour une bonne raison au moins : les appels répétés de Séguy à l'action et à l'unité, même s'ils sont un peu relativisés par les résultats de la semaine d'action, ne laissent pas indifférents nombre de militants, y compris dans la CFDT. Par ailleurs, les attaques de la bourgeoisie contre les travailleurs se sont intensifiées dans la dernière période. Les opposants au recentrage se font pressants. Ils réclament l'action, dans l'unité si possible. Edmond Maire ne pouvait continuer à débiter ses critiques contre une certaine forme de syndicalisme, si justes soient-elles parfois, sans participer un minimum, ne

serait-ce qu'au débat en cours sur « la situation sociale et les perspectives d'action ». Il ne pouvait indéfiniment résister à la pression des opposants sans courir le risque de voir la contestation se rallumer dans ses rangs. Il était contraint de discuter avec la CGT ; il s'en sort avec les honneurs.

QU'EST CE QUE
ÇA CHANGE

Chaque travailleur « de la base » s'interroge maintenant. Que va changer la signature de cet accord ? Une première certitude : les militants, et plus largement les travailleurs, sont sensibles à cette question de l'unité. On l'a constaté : à chaque fois qu'il y a une polémique au sommet, l'unité pour l'action dans les boîtes est en général difficile à réaliser. Cela dit, il ne faudrait pas en déduire mécaniquement que cet accord crée des conditions favorables pour que s'engagent des luttes par le seul fait de son existence. L'unité d'action mais pour quoi faire concrètement ? et comment ? De ce point de vue, tous les doutes sont permis quant à la volonté réelle des directions confédérales, malgré les déclarations ronflantes, de s'engager résolument dans la lutte. Surtout lorsqu'on lit dans l'accord cette phrase : « les deux confédérations appellent à des arrêts de travail au cours des prochaines semaines dans les entreprises et les branches ». Ce langage-là, on connaît bien. C'est celui qu'on emploie quand on a l'intention de ne rien faire et qu'on veut donner l'impression que l'on fait quelque chose.

Par ailleurs, tout le monde aura remarqué que la question du chômage, problème pourtant primordial aujourd'hui, n'est abordée dans le texte que sous l'angle de la réduction du temps de travail à 35h par semaine qui, d'après les rédacteurs, devrait permettre de créer des emplois. Rien de concret pour les centaines de milliers de chômeurs ou pour ceux qui vont bientôt les rejoindre.

En fait, tous les grands problèmes des travailleurs restent posés : les attaques incessantes de la bourgeoisie, les difficultés importantes pour riposter, la méfiance de plus en plus grande envers les directions confédérales... L'accord signé n'y apporte aucune réponse. Et puis, à Cherbourg ou à l'usine Renault du Mans, ils n'ont pas attendu l'accord...

A LONGWY
LA LUTTE POUR L'EMPLOI
RESTE LA PRIORITE

Aux alentours de Longwy, les inscriptions exigeant la libération de Roger Marin, ce longovicien emprisonné à la suite de la manifestation du 23 mars, n'ont pas toute été effacées. D'autres annonçant notamment la fête de soutien au foyer Sonacotra du week end dernier sont apparues.

Devant l'Hôtel de Ville de Longwy-Bas outre la lingotière et différents produits sidérurgiques qui y

La Convention sidérurgie proposée par Usinor et signée par la Fédération Générale de la Métallurgie CFDT, loin de mettre un terme aux attaques patronales en suscite d'autres. La fermeture des hauts fourneaux de la Chiers par exemple entraîne des centaines de mutations. Celles-ci sont en général mal acceptées par les travailleurs, en particulier par les plus âgés, qui montrent peu d'enthousiasme à l'idée d'apprendre un nouveau métier à quelques années de la retraite.

Mais, en cas de refus, la maîtrise parle de licenciements. Par ailleurs, la réorganisation de la production amènera probablement bientôt Usinor à vouloir supprimer une tournée (un poste) par ci, à intensifier le travail par là, bref à aggraver ses

attaques déjà très fortes contre les sidérurgistes. Cette situation, dit un militant CFDT, exige une riposte. Plus d'un en effet considère que si les objectifs de départ n'ont pas été pour l'essentiel, atteints, il reste néanmoins des batailles à livrer. Que les luttes actuelles ne revêtent pas l'ampleur de celles du premier semestre n'est pas trop étonnant. Ne serait-ce que parce que la Convention signée cet été entre à peine en application.

UN ESPRIT OFFENSIF
TOUJOURS PRESENT
DANS LES LUTTES
LOCALES

Il ne faut pas non plus sous-estimer les divisions supplémentaires qu'entraînent chez une partie des sidérurgistes l'acceptation par certains d'entre eux de la prime des 5 millions..

sont depuis plusieurs mois, des ouvriers de Bertoldi menacés de licenciements ont abandonné un camion couvert d'affiches et de sigles CGT. Longwy n'a pas vraiment changé. Seule l'Union Métallurgique de Lorraine a fait peau neuve masquant sous une couche de peinture les multiples slogans inscrits au fil de la lutte.

Devra-t-elle bientôt refaire sa toilette?...

Dans l'ensemble toutefois, les sidérurgistes qui ont joué un rôle important dans les luttes des mois passés, ne semblent pas sombrer dans le découragement. Au contraire, l'impression prévaut qu'ils veulent reprendre leur souffle, qu'ils attendent de voir comment les choses évoluent.

La survivance de cet esprit d'offensive s'est d'ailleurs manifestée à plusieurs reprises ces derniers temps dans des luttes locales indirectement en rapport avec la restructuration de l'acier. C'est évidemment pour la CFDT le soutien exemplaire au foyer Sonacotra de Mont St Martin et l'effort intensif fourni pour préparer la fête du week end dernier. C'est aussi les multiples barrages de routes quelques fois dommageables

aux carrosseries des cars de CRS que les Bertoldi ont dressé plusieurs fois ces dernières semaines. C'est aussi cette manifestation certes encore modeste mais très combative qui parcourait les rues de la ville la semaine passée afin de marquer son refus de 9 licenciements dans cette petite entreprise de construction électrique sous-traitante de la sidérurgie.

LA CONVENTION
SIDERURGIQUE
MASSIVEMENT
REJETEE

De leur côté, les deux radios syndicales ont repris leurs émissions depuis une quinzaine de jours, malgré le brouillage qui a pour principal résultat d'exaspérer souverainement les travailleurs du Bassin désirant les écouter.

D'ailleurs le pouvoir, peu

sûr de lui-même, entretient des CRS depuis des mois à faire le pied de grue devant le relais de Bois de Châ principal point de brouillage.

Les points chauds ne manquent pas à Longwy. Beaucoup de personnes n'hésitent pas à dire qu'il en faudrait quelques fois très peu pour qu'une nouvelle explosion se produise.

En attendant, ceux qui ne baissent pas pavillon analysent, observent, réfléchissent. Ne perdons pas de vue que la CGT et de très nombreuses sections CFDT de la sidérurgie Lorraine ont refusé la signature de la convention sidérurgie. Elles se sentent donc d'autant moins engagées par les conséquences de celles-ci. C'est dans ce cadre que la CFDT organise tout au long de cette semaine une session de réflexion afin d'examiner à la lumière des luttes passées quelles actions il faut désormais promouvoir.

François MARCHADIER

Gérard PRIVAT

● Procès des autonomistes bretons

La première journée du procès des autonomistes bretons a fait apparaître des divergences entre les inculpés, dont certains ont refusé une défense collective. Les avocats ont ouvert le feu en contestant la légitimité de la Cour de Sûreté de l'Etat, déclarant

qu'elle n'était « ni indépendante, ni impartiale ». Ils firent valoir également les conditions scandaleuses dans lesquelles avait été mené l'interrogatoire de deux des inculpés, Chenevière et Montauzier, interrogés à raison de douze à vingt heures par jour.

● Réactions au discours de Giscard : la droite sociale et la gauche intéressée...

Le discours télévisé de Giscard a bien évidemment suscité nombre de réactions. Pour Marchais, il s'agit d'une « propagande unilatérale ». Le leader du PCF a donc demandé à FR 3 un temps d'antenne, « dans les délais les plus rapides ». Pour Mitterrand, « la vague s'accroît, chômage, inflation, déficit du commerce extérieur, désordre moral et matériel de toute sorte, inquiétude, doute, mécontentement, et le président de la république jette de l'eau sur une toile cirée ». Traumatisé par ses échecs passés, Mitterrand ajoute que « si Giscard avait dit la vérité en 1974, il n'aurait sans doute pas été élu ». Et Mitterrand serait à sa place...

A droite, on a surtout retenu l'aspect « social » du discours. Pour Bariani, nouvelle étoile (filante) radicale, « il ne fait pas bon avoir peu de moyens en France actuellement. Le président a eu raison de dénoncer l'aggravation du sentiment d'inégalité né de l'arrogance, de l'argent, et de la suffisance de ceux pour qui la crise n'est qu'un épisode sans graves conséquences personnelles » ajoute celui qui fut le conseiller électoral du CNPF. Et le lecanuétiste Stasi de lui faire écho : « C'est l'arrogance de l'argent, dénoncée à juste titre par le président de la république et la persistance d'excessives inégalités qui expliquent les difficultés du consensus ».

● Maintenant c'est du passé

Maintenant lancé en mars dernier comme « hebdomadaire de la nouvelle gauche » vient de déposer son bilan. Héritier de *Politique-hebdo*, *Maintenant* voulait se faire le lien entre ceux qui « ne se reconnaissent pas dans les débats en cours au sein du PC et du PS », sans pour autant rompre avec la problématique de ces partis. Elleinstein et Pierret avaient participé un temps à l'expérience, avant de retourner dans leurs bercails respectifs. Malgré cet échec cuisant, le directeur de *Maintenant*, Paul Noiret, envisage la sortie de deux bi-mensuels, l'un « culturel », l'autre sur « des sujets de société ». Parviendront-ils à se partager la clientèle de « *Feu Maintenant* » ?

● La commission qui conclue à la création d'une commission qui conclue à la création d'une commission, etc...

Qui dira que le gouvernement n'est pas efficace ? Il existe en France un problème de l'information économique, monopolisée par des instituts que dirige l'Etat. Le problème existe, Giscard s'en occupe. En décembre 1978, il confie à un de ses anciens secrétaires d'état, Lenoir, la charge de rédiger un rapport sur « l'information économique et sociale ». Ce rapport a été présenté mardi. On y lit qu'il est « suggéré de créer auprès du premier ministre un conseil de quelques sages chargés de réfléchir aux problèmes de l'information économique et sociale, et de susciter des arbitrages » (...). « Il aurait une autre mission, tout aussi importante, de caractère prospectif : suggérer des mesures au vu d'études fondamentales non encore entreprises... »

Rencontre Fiterman-Beregovoy

LES FRERES ENNEMIS NE SE RECONCILIERONT PAS

« Sans illusions », c'est le commentaire commun dont les deux grands partis de gauche accompagnent d'avance la rencontre prévue ce jeudi 20 septembre entre deux membres de leurs directions respectives, Fiterman pour le PCF et Bérégovoy pour le PS. Les négociateurs sont les mêmes que ceux qui officiaient lors de la rupture intervenue dans la renégociation du programme commun, il y a deux ans presque jour pour jour. L'entrevue de ce

Il y a deux ans, la renégociation pour la réactualisation du programme commun échouait définitivement, et chaque parti de gauche partait à la bataille électorale sur ses propres bases, accusant l'autre d'être à l'origine de la rupture. Pendant six mois, d'après polémiques marquaient les rapports entre les deux partis, pour s'atténuer l'espace d'un « bon accord » entre les deux tours des législatives et repartir de plus belle après la défaite, commune celle-là, des deux partis.

Depuis, on connaît l'état des rapports entre les deux partis. Chacun affirmant hautement son attachement à l'union de la gauche, renvoie à son partenaire la responsabilité de la rupture, due pour le PCF, au « virage à droite » du PS, alors que, de l'autre côté, on accuse le PCF d'avoir délibérément voulu la défaite de la gauche, pour éviter de se trouver au gouvernement dans une situation économique difficile. Chaque prise de position, chaque mot, d'un dirigeant de l'autre parti depuis cette date, est l'occasion, pour le PCF, de dénoncer les convergences du PS avec la politique giscardienne : pour le PS, de se plaindre d'être agressé et de réaffirmer son attachement indéfectible et, affirme-t-il, solitaire, à l'union de la gauche.

Cet état des relations entre partis de gauche ne peut durer encore longtemps, jusqu'à de prochaines échéances électorales.

jeudi rappelle malgré tout qu'à terme, les partis de gauche sont condamnés à se raccomoder sous une forme ou sous une autre. Pour l'instant, en l'absence d'échéance électorale proche, chaque parti tente de renforcer ses propres positions au détriment de l'autre, et prédit que la rencontre de ce jeudi sera un « échec » (Mitterrand) ou qu'« il ne peut pas en sortir grand chose » (Marchais).



C'était en 1972, peu après la signature du programme commun. Une scène qui ne se renouvellera plus, au moins sous cette forme.

CONTRAINTS A S'UNIR

Ces déchirements des partis de gauche devront pourtant s'effacer, au moins en apparence, lors des prochaines échéances électorales, pour le second tour des présidentielles de 1981 ou pour les législatives de 1983. Tout les oblige en effet à une réconciliation à terme. Pour le PCF, l'alliance avec le PS est la seule voie possible d'accès au gouvernement ; pour le PS, la voie d'une alliance avec les giscardiens, rejetant dans l'opposition le PCF et le RPR, est bouclée pour l'instant, ne serait-ce que parce que ces deux partis disposent, ensemble, à l'Assemblée na-

tionale, d'une majorité de blocage pour empêcher la réalisation d'un tel projet.

En attendant, d'ailleurs, l'ardeur de la polémique n'empêche pas des accords lorsque le besoin s'en fait sentir. Des accords de désistement réciproque ont été conclus à gauche pour les élections cantonales de mars dernier, ainsi que dans presque toutes les élections partielles intervenues depuis mars 1978. Mais, pour l'essentiel, c'est la polémique qui domine les rapports entre partis de gauche, chacun dans la période préférant affirmer ses propres thèses, renforcer son influence, dans l'attente d'échéances électorales.

rencontre dont l'objet affiché était de lutter contre la politique gouvernementale. Ce qui, de surcroît, ne l'engageait pas à grand chose, le PS n'étant pas spécialement un parti de militants.

Saisi d'une telle demande, il était impossible au PCF de la rejeter a priori, sans donner le flanc aux accusations du PS, qui l'accuse sans cesse de refuser l'union. Ceci dit, les commentaires préliminaires à cette rencontre laissent clairement attendre son résultat : pour le PCF, la proposition du PS fait partie de sa tactique de « double langage », pour le PS, elle n'aboutira probablement à rien, en raison, dit-il, de l'attitude sectaire du PCF.

En filigrane derrière les propos sceptiques qui accompagnent cette entrevue, on peut déjà entrevoir les raisons qui seront avancées pour expliquer l'échec du tête-à-tête Fiterman-Bérégovoy : chacun tentera de se présenter comme déçu dans sa démarche unitaire, pour tenter d'accroître sa cote auprès des électeurs de gauche.

François NOLET

Dans notre édition datée de samedi, nous publierons une page intitulée : « Cette union qui les divise », qui rappelle les circonstances et les causes de la rupture de l'union de la gauche en 1977.

GRENOBLE FETE DE L'HUMANITE ROUGE dimanche 23 septembre de 11 H A 21 H 30 à Quaix en Chartreuse

à 100 mètres de la porte de France sur l'ancienne route de Lyon, prendre à droite la route du Col de Clémencières. Un ramassage sera organisé à 11 h, 12h, 13h, 14h 15h à l'entrée du jardin des dauphins

programme

SPORT, REPAS, JEUX, CLOWNS, THEATRE DE MARIONNETTES, GARDERIE, BAL POPULAIRE, FORUMS-DEBATS, INTERVENTION DU PCML ENTREE LIBRE

Organisée par la section de Grenoble du Parti Communiste Marxiste Léniniste avec le soutien du PCRM et la participation de plusieurs organisations invitées.

POURQUOI MAINTENANT ?

Pourquoi, dans ces conditions, cette rencontre aujourd'hui, alors que rien ne les pousse à réaliser un accord politique, inutile dans la période ? Paradoxalement, cette entrevue également entre dans le cadre de la concurrence acharnée que les partis de gauche mènent entre eux. Après les graves mesures contre le pouvoir d'achat des travailleurs prises par le gouvernement cet été, PS et PCF ont jugé opportun d'affirmer hautement leur volonté de lutte contre cette politique. Comme le PCF parlait, depuis son dernier congrès, d'une « union à la base » dont le contenu restait assez flou, le PS pouvait saisir l'occasion, pour se laver de l'accusation de virage à droite, de proposer une

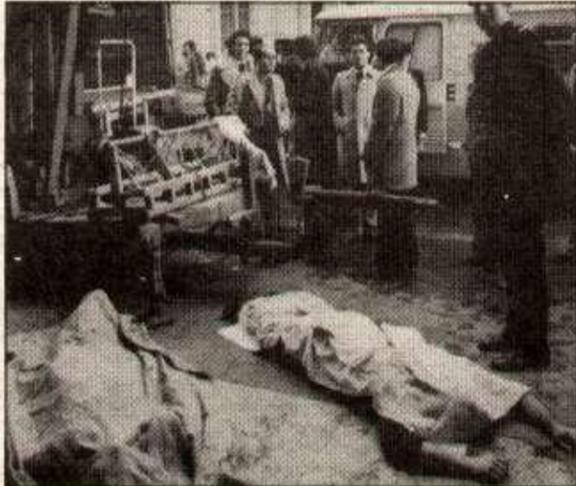
● Un ouvrier de DBA Drancy écrasé par une presse : procès des responsables ● Un cheminot de Lorient envoyé à la mort par la médecine du Travail

POURQUOI SONT-ILS MORT ?

Mardi, cinq cadres de l'usine Bendix-DBA de Drancy répondaient de la mort d'un ouvrier algérien de 34 ans devant le tribunal correctionnel de Bobigny. Le 28 juin 1976, Mohamed Mezzi mourait, la tête écrasée par une presse de 600 tonnes. Après enquête, le juge d'instruction inculpa 5 cadres de l'entreprise : le directeur, son chef hiérarchique, le chef de l'atelier des presses, l'ingénieur de sécurité et enfin le chef du personnel.

Le procureur a requis des peines de prisons avec sursis et des amendes contre le directeur-général de Bendix-Drancy, contre le Chef de l'établissement, responsable du CHS, une amende contre l'ingénieur

Un ouvrier tué à Bendix, il y a 3 ans car les glissières de sécurité avaient «disparu» ou avaient été «bricolées», un cheminot envoyé à la mort par une médecine du travail plus prompte à renvoyer au boulot qu'à soigner : une nouvelle fois, le visage sanglant du capitalisme apparaît au grand jour. Nous avons déjà publié hier quelques chiffres révoltants de mutilés de travail et d'assassinats quotidiens. La mort du cheminot de Lorient est scandaleuse.



Accidents de travail : 1 mort toutes les demi-heures...

LA SNCF A LA CONSCIENCE TRANQUILLE

Dans son tract, la CGT s'interroge sur le bien-fondé de la décision d'écourter l'hospitalisation du cheminot : «Ces 2 décisions en 12 jours d'intervalle ne sont-elles pas incompatibles, contradictoires ? Nous aimerions comprendre...» De plus, la CGT révèle les circonstances de la découverte du corps. Cela a son importance dans la mesure où le décès sera considéré ou non comme accident du travail : «Primitivement, l'évaluation de l'heure du décès était fixée entre 17

et 18 heures. Or, le rapport du médecin légiste indiquait 19 heures. Pourtant, quand nous avons trouvé notre camarade, il était en tenue habituelle de travail, et sa veste était normalement déposée au vestiaire. Cela prouve qu'il n'a pu quitter son travail. Malgré ces évidences, on considère tout de même qu'il est décédé en dehors du service, avec toutes les conclusions que cela entraîne».

De son côté, la SNCF indique évidemment qu'elle n'a rien à se reprocher,

de la sécurité. Il a demandé la relaxe pour le chef d'atelier et le chef du personnel. Jugement en délibéré.

Le 28 août, un cheminot de la gare de Lorient est trouvé mort dans les toilettes de la SNCF. Il avait été hospitalisé au début du mois d'août et s'était vu prescrire un arrêt maladie de 90 jours. Mais après 12 jours de soins, le médecin de la SNCF, le docteur Hervouet décide que le malade est apte à reprendre son travail à la gare de Lorient. Quelques jours après, il est retrouvé mort par ses camarades. C'est le syndicat des cheminots CGT de Lorient qui, dans un tract, vient de rendre public cet assassinat.

UNE MEDECINE INTEGREE A L'ENTREPRISE

A la SNCF, le système est particulier, très différent du privé : la médecine est intégrée à l'entreprise, le médecin local de l'établissement est nommé par la direction sans possibilité de révocation par qui que ce soit, et c'est le même médecin qui à la fois étudie les postes de travail, les diverses conditions de travail...etc et délivre les arrêts maladie !

Les cheminots n'ont donc pas le libre choix du médecin, un arrêt délivré par tout autre praticien doit automatiquement être validé par le médecin SNCF. Ce qui peut permettre des pressions importantes de la direction SNCF. D'ailleurs, des actions se sont déjà déroulées à Dijon, Strasbourg, Lyon... contre les médecins nommés par la direction de cette société.

Quant au procès de Bobigny, la CFDT s'est constituée partie civile, et compte mettre en accusation les responsables de la mort du jeune ouvrier algérien.

M.B.

Rentrée scolaire

Contre le manque d'effectifs, enseignants et parents se battent

La rentrée scolaire s'est effectuée depuis maintenant huit jours. Avec des grèves un peu partout qui continuent, des occupations diverses, menées par les enseignants et les parents d'élèves. A l'origine de ces mouvements : le problème des classes surchargées, celui de non ré-emploi des maîtres auxiliaires.

La liste des conflits en cours est longue ; parmi eux :

Dans la région de Montbéliard (Doubs) plusieurs manifestations ont eu lieu en début de semaine, mardi, ainsi que des grèves que les enseignants ont menées pour le réemploi des maîtres auxiliaires.

Même problème dans le Val de Marne (1000 auxiliaires au chômage) : le

SGEN CFDT et le comité des non titulaires ont décidé d'organiser une caravane des maîtres auxiliaires au chômage. Cette caravane est partie mardi matin de Créteil, composée d'une centaine de voitures et de 300 grévistes environ. Elle a rejoint le Lycée Chérioux à Vitry. Elle se déplacera durant tout le mois d'octobre.

Dans le Val d'Oise, les enseignants du Lycée Georges Braque à Argenteuil sont en grève depuis lundi pour protester contre la surcharge des classes.

En outre, à Paris, ce sont les parents d'élèves de plusieurs écoles qui occupent plusieurs écoles (19^e et 12^e arrondissement) pour protester entre autre contre la fermeture de classes maternelles.

● Académie de Créteil : Beullac aboie et la caravane passe...

«Sur l'initiative de la SGEN-CFDT de l'académie de Créteil, les établissements scolaires Adolphe Chérioux ont été occupés mardi 17 de 10h 45 à 14 h. Des centaines de manifestants ont répondu à l'appel pour dénoncer les propos mensongers du ministre, affirmant que tous les auxiliaires seront réemployés.

Sur l'académie de Créteil, nous dénombrons un millier de Maîtres auxiliaires au chômage. La manifestation qui revêt la forme d'une caravane itinérante se déplacera d'établissements en établissements qu'elle occupera successivement pour faire apparaître à la fois la réalité du chômage dans l'éducation et les véritables besoins face à la dégradation des conditions de travail des élèves et du personnel.»

Communiqué du SGEN Créteil

La caravane des chômeurs a ensuite sillonné les rues de Vitry et est passée dans plusieurs établissements scolaires.

Les prochains rendez-vous de la caravane :

— mercredi 19 : 14 h manifestation au Rectorat de Créteil

— jeudi 20 : 9 h rendez vous à la Bourse du travail de Bobigny (place de la Libération) pour visiter les établissements scolaires du 93.

— Vendredi 21 : 10 h Assemblée générale du comité des non-titulaires à la Bourse du Travail de Paris.

● Centrale nucléaire de Porcheville (Yvelines) : deux ouvriers tués

Deux ouvriers, âgés de 40 et 35 ans, ont été tués lundi à la centrale nucléaire EDF de Porcheville. Ils ont fait tous deux une chute d'une trentaine de mètres à l'intérieur de la cheminée de la centrale, édifice de 220 mètres de hauteur à l'intérieur duquel se trouve une seconde cheminée, plus petite. Entre les deux cylindres que forment les deux cheminées existe un espace de 60 centimètres. C'est dans cet espace, alors qu'ils travaillaient à 120 mètres du sol, que les deux ouvriers sont tombés, l'un entraînant l'autre.

Le lieu où travaillaient les deux hommes était dangereux : pour passer d'un échafaudage à l'autre, il n'existait que des passerelles en contre-plaqué de 2 centimètres d'épaisseur soutenues par une poutre, posée juste en dessous donc et qui était moins large que les plaques qu'elle était censée soutenir. D'où déséquilibre.

En trois mois, ce sont 7 travailleurs qui ont trouvé la mort sur des chantiers EDF dans les mêmes circonstances.

Les directives du ministre Monory

Marchés d'Etat contre salaires bloqués

Sous le titre «contribution des marchés publics à la modération de l'évolution des rémunérations nominales», René Monory, ministre de l'économie, a envoyé une note à ses collègues ministres et secrétaires d'Etat, pour guider leur choix de fournisseurs parmi les entreprises. Critère essentiel d'après cette directive, la fermeté la plus grande dans le blocage des salaires de la dite entreprise ! Un questionnaire est d'ailleurs à remplir par les «candidats au marché», qui comporte une rubrique «origine» des augmentations de salaires. Il est indiqué textuellement : «on précisera, dans la rubrique origine, les raisons de cette augmentation : application d'une convention collective négociée en dehors de l'entreprise ; application mécanique d'un relèvement du SMIC ; garantie du pouvoir d'achat ; augmentation du pouvoir d'achat ; accord conclu à la suite d'une grève, par exemple»...

Les hausses excessives des rémunérations nominales constituent l'une des causes essentielles de l'inflation : pesant lourdement sur les coûts des entreprises, elles sont à l'origine d'augmentations exagérées de prix, d'un affaiblissement rapide de la capacité de concurrence sur les

marchés intérieurs et extérieurs, pouvant conduire à des licenciements, voire à la disparition de l'entreprise.

La modération dans l'évolution des rémunérations nominales est donc la condition du maintien, puis du progrès, de l'emploi.

Les marchés publics

peuvent et doivent apporter une contribution exemplaire à cette action nécessaire.

Déjà, depuis septembre 1976, le dispositif de limitation des révisions de prix a permis d'inciter les entreprises à modérer les évolutions de salaires. Sous une forme nouvelle, les révisions de prix continueront en 1979 à faire application de la politique salariale définie par le Gouvernement. (...)

En outre, et afin que les entreprises désireuses d'obtenir des marchés de l'Etat soient rendues plus sensibles à la nécessité de maîtriser l'évolution de leurs coûts salariaux, je vous invite, à leur demander désormais de remplir une fiche décrivant, de façon simple, leur politique salariale depuis 1977. (...)

Ce document permettra également d'attirer l'attention des acheteurs publics

sur la croissance des rémunérations versées par les candidats aux marchés publics, cet élément constituant dans la conjoncture présente, un critère important d'appréciation générale sur l'entreprise, au même titre que les renseignements relatifs à ses capacités techniques ou financières.

Je vous invite donc à demander aux services acheteurs placés sous votre autorité de veiller à ce que ces fiches soient incluses dans les dossiers de consultation remis aux soumissionnaires et soient aussi fournies aux entreprises candidates à des marchés négociés ; ces fiches devront être correctement remplies par les entreprises et attentivement examinées par leurs services acheteurs.

R. MONORY

INTERNATIONAL

Après la visite d'Arafat à Madrid

Important succès diplomatique pour l'OLP

Trois jours après avoir été reçu en Espagne, Yasser Arafat s'est rendu en Algérie où il s'est entretenu avec le président Chadli. Le dirigeant palestinien poursuit une série de visites dans les capitales arabes. Arrivant lundi à Tunis, le dirigeant de l'OLP a démenti avoir entrepris une médiation entre l'Algérie et le Maroc au sujet de la RASD. Cependant comme il l'avait précisé dans sa conférence de presse à Madrid la question saharraie le préoccupe vivement.

Avant de quitter Madrid, Yasser Arafat a tenu à souligner l'importance que revêtait pour l'OLP cette première visite officielle dans un pays européen. S'estimant confiant dans l'avenir des relations entre l'Espagne et l'OLP, il a replacé cette visite dans le domaine du développement des relations particulières entre l'Europe et les pays arabes. A ce sujet, il a longuement insisté sur la place qu'aura l'Espagne dans la communauté européenne, de par ses liens privilégiés avec les pays arabes et son refus constant de reconnaître l'Etat d'Israël. En ce qui concerne l'utilisation par les pays arabes de l'arme du pétrole, le dirigeant de l'OLP a justifié ainsi ce recours : «*Quand l'ennemi utilise toutes les armes à sa disposition, il est juste que les pays arabes utilisent le pétrole comme arme politique. C'est un droit naturel pour ces pays. Les Etats-Unis ne peuvent pas dénoncer cela, alors qu'ils l'ont utilisé de la même façon en décrétant l'embargo de Cuba et de la Chine pendant 25 ans.*»

Commentant la position des Etats-Unis sur la question palestinienne, Yasser Arafat a constaté que l'administration américaine continue d'ignorer les droits de notre peuple. Le dirigeant palestinien a salué l'attitude de Andrew Young, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU : «*Il a*

Extraits du communiqué officiel

«*Les autorités espagnoles ont exprimé à la délégation palestinienne la volonté de continuer à maintenir et de poursuivre les liens particuliers d'amitié et de coopération qui unissent l'Espagne au monde arabe, dans l'intérêt respectif des peuples, et l'appui à ses justes causes, en exprimant la conviction qu'on ne pourra obtenir une paix légitime au Proche-Orient sans une solution globale juste et durable basée sur les principes et les résolutions des Nations-Unies et dans l'exercice pour le peuple palestinien de ses droits nationaux inaliénables.*»

payé très cher son geste courageux. Young a dit la vérité et son geste représentait véritablement les intérêts authentiques du peuple américain.

Il ressort du communiqué officiel final, une nette prise de position de l'Espagne en faveur des «*droits nationaux inaliénables du peuple palestinien.*» Cette évolution favorable de la position de l'Espagne pourrait avoir une influence importante sur d'autres pays d'Europe.

F.R.

● Erythrée : nouvelles des combats

Dans un communiqué publié à Khartoum, le Front de Libération de l'Erythrée annonce la mise hors de combat de 275 soldats éthiopiens et la destruction de 2 chars par ses troupes, le 11 septembre dernier près de la ville de Mendefera (à l'ouest d'Asmara). Le FLE aurait également attaqué jeudi la garnison de Gindat tuant 28 soldats et en blessant 52 autres.

● L'URSS en quête de bases en Asie du Sud-Est

Au moment où le Vietnam se prépare à lancer une nouvelle offensive au Cambodge, Moscou multiplie ses pressions auprès des pays de l'Asie du Sud-Est pour faire transiter l'approvisionnement en matériel et en munitions de son allié dans la région. Après avoir essuyé le refus de la Thaïlande de porter de 4 à 20 les autorisations hebdomadaires de survol demandées par l'URSS, Moscou a demandé à ce pays ainsi qu'à la Malaisie, à l'Indonésie et aux Philippines des autorisations de mouillage pour ses navires. Seules les Philippines ont cédé aux pressions du social-impérialisme.

U.R.S.S.

Des dizaines de milliers d'Ukrainiens à l'enterrement d'un poète assassiné par le KGB

Les prisons, les camps de travail, les internements psychiatriques ne suffisent plus. Le KGB aujourd'hui torture et assassine. Des nouvelles nous rapportent de plus en plus fréquemment des cas d'agression, de disparition, de suicide en Union Soviétique et particulièrement en Ukraine. L'assassinat odieux perpétré contre un jeune compositeur ukrainien très populaire parce qu'il savait chanter l'Ukraine a soulevé une immense vague de protestation.

Le corps de Volodymyr Ivassiouk fut retrouvé pendu dans la forêt, les yeux crevés, les doigts brisés, la poitrine entaillée de profondes blessures, des branches d'aulier dépassant de ces blessures.

Ce crime brutal a soulevé la colère et l'indignation de la population. Les obèses de Volodymyr Ivassiouk à Lviv, le 23 mai 1979 se sont transformées en une grande manifestation. Plus de 10 000 personnes défilèrent parmi lesquelles des artistes, des groupes musicaux. Le même jour, les étudiants de l'université de Lviv faisaient la grève des cours. Trois semaines encore après l'enterrement, des manifestations se poursuivaient sur la tombe d'Ivas-

siouk. Sa mort a secoué toute l'Ukraine occidentale, mais des gens venant aussi de Kiev et d'autres villes d'Ukraine viennent visiter sa tombe. Des poèmes écrits par des étudiants et des lycéens circulent parmi la population. Ils sont lus en publics, affichés sur les murs et les arbres. Ils élèvent tous la même protestation : «*Vous ne pouvez pas tous nous pendre, vous ne pouvez pas tous nous abattre : vous paierez encore pour vos crimes.*»

Face à ces manifestations qui prennent de l'ampleur, le KGB accuse «*des nationalistes d'exploiter la mort d'Ivassiouk : leurs fins propres.*» Il essaie de turbin la réputation d'Ivassiouk en répandant la

Un fort sentiment national

L'explosion de colère qui a traversé l'Ukraine et l'accumulation du mécontentement du peuple ukrainien contre la russification que veulent lui imposer les autorités du Kremlin :

— Contrainte pour abandonner la langue nationale au profit du russe, fermeture des écoles ukrainiennes, négation de toute la culture nationale.

En Ukraine, depuis des années, on interdit «*la journée Chevtchenko*» consacrée à la mémoire de cet écrivain emprisonné par les tsars, symbole de la pérennité de la langue et de la résistance ukrainienne à la russification. Dans les années 60, des mouvements organisés, l'Union Ouvrière et Paysanne, fondée par Loukanienko et Kandyba, le Front National Ukrainien se créent pour la défense du patrimoine national, le droit à l'indépendance nationale. Ils sont rapidement démantelés par la répression. Aujourd'hui, le Comité Ukrainien pour la surveillance des accords d'Helsinki lie les revendications démocratiques aux revendications nationales. Pour avoir été un de ses fondateurs, Loukanienko purge à nouveau une peine de dix ans de camp. 60 à 70 % des prisonniers politiques des camps de travail de Mordevie sont des Ukrainiens dont le seul crime est d'être patriotes.

rumeur qu'il serait alcoolique, schizophrène et qu'il se serait suicidé.

Informations transmises par le comité français de

soutien au groupe ukrainien de surveillance des accords d'Helsinki.

110 avenue d'Italie
Paris 75 013.

PAYS-BAS

Manifestations des dockers qui ont entamé leur 4^e semaine de grève. La grève des 7 000 dockers de Rotterdam bloque le déchargement des cargos, à l'exception des porte-containers et du secteur pétrolier. Une grève des équipages des remorqueurs se poursuit également pour des revendications salariales.

GRANDE-BRETAGNE

Après avoir observé le mot d'ordre de grève de 48 heures suivi par l'ensemble des industries mécaniques britanniques (1,8 million de travailleurs), les 30 000 ouvriers des usines Rolls-Royce ont été lock-outés par la direction. Les métallos britanniques réclament outre des augmentations de salaire, la réduction de la semaine de travail à 35 heures d'ici à 1982. De leur côté, les 240 000 mineurs britanniques menacent de se mettre en grève s'ils n'obtiennent pas une augmentation de salaire de 65 %. Les ouvriers travaillant pour la défense se préparent également à passer à l'action pour protester contre la décision du gouvernement d'étaler le paiement de leurs augmentations.

ITALIE

Les 180 000 employés des transports publics italiens ont observé mardi une grève de 24 heures. Ce mouvement appelé par les 3 principales formations syndicales est destiné à faire pression sur la négociation des nouvelles conventions nationales.

GREVES EN EUROPE



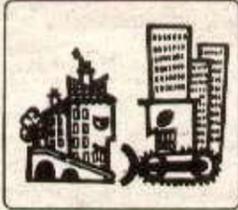
A Rotterdam, manifestation des dockers en grève pour une augmentation de salaire et une diminution du temps de travail

● Importante victoire du Front Polisario contre les troupes marocaines

Au cours d'une embuscade réalisée dimanche à l'ouest de Zak (sud de l'Oued Draa), le Front Polisario indique qu'il a mis hors de combat plusieurs centaines de soldats marocains et s'est emparé d'un matériel de guerre important (chars blindés, armes lourdes et légères). Le communiqué indique que la lutte se poursuivra jusqu'à la libération totale de la RASD et le rétablissement de la paix et de la stabilité dans la région.

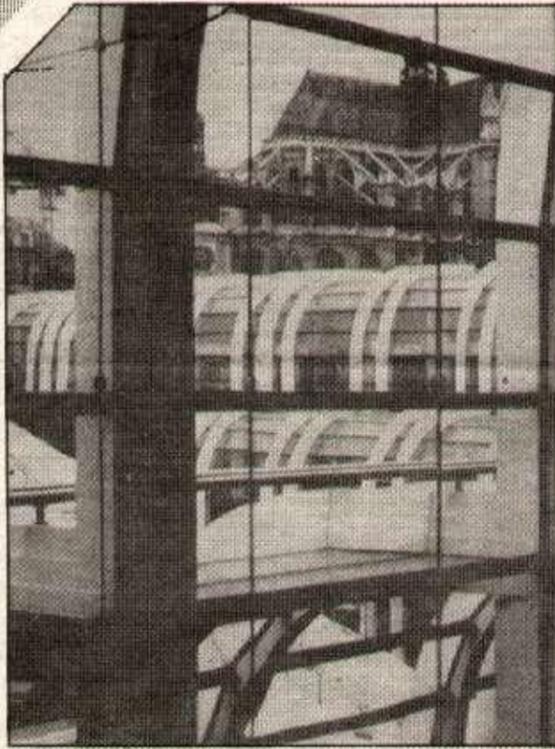
● L'extradition de Piperno et Pace en jugement

C'est mercredi que les juges français devaient se prononcer sur l'extradition de Piperno et Pace, arbitrairement exigée par le gouvernement italien. Cinquante intellectuels ont signé un appel contre cette demande d'extradition et contre l'atteinte aux droits démocratiques que représente cette affaire.

Le quartier
du Forum

VIE ET HABITAT, TERRAINS DE LUTTES

Le forum des halles



LE MARCHÉ DES NOUVEAUX CONSOMMATEURS

Les jeunes cadres dynamiques, assoiffés de Culture, un peu écolos sur les bords et lecteurs du *Nouvel Obs*, étaient des frustrés, c'est bien connu... frustrés de ne pouvoir faire leurs emplettes selon leurs goûts. Trop fiers pour se mêler à la foule des Grandes Surfaces de banlieue, mais quand même pas encore tout à fait assez riches pour hanter les boutiques de super luxe du Faubourg Saint Honoré : il y avait là un créneau que les financiers du grand commerce n'avaient pas encore exploité à fond, de l'argent qui leur échappait, éparpillé dans les petites boutiques de la Rive Gauche. Désormais, avec le Forum des Halles, le vide est comblé : ils ont leur Centre Commercial.

Au forum des Halles, en effet, tout a été conçu pour attirer cette frange de la population. Les Centres Commerciaux traditionnels, ce sont d'abord de sinistres coursives bruyantes savamment étudiées pour vous donner l'envie de pénétrer au plus vite dans les magasins ; au Forum, les coursives sont tout aussi sinistres, mais on les appelle rues ou placettes, baptisées de noms évocateurs, rue des Bons Vivants, rue Pirouette, rue Poquelin... Quant à la fameuse innovation du forum, la verrière apportant à la lumière du jour, elle tient plus de la serre à tomates que de la ruelle ombragée.

Au Forum, plus de grandes surfaces anonymes et inhumaines, mais des petites boutiques correspondant aux goûts d'exotisme et d'écologie de la clientèle visée : le « Mandarin du Forum », l'« Herbière de Provence », le « Saponifère »... Seule exception, les grandes surfaces qui ont fait figure de précurseur dans la recherche de cette clientèle particulière, la FNAC et l'Habitat (livres, chaînes Hi Fi, meubles design et gadgets). Toujours dans le but, raté d'ailleurs, de faire oublier qu'il s'agit avant tout d'un Centre Commercial, quelques espaces ont été réservés à des Associations de consommateurs ou ont été laissés à la libre disposition d'artistes d'avant-garde, et encore s'agit-il là, de la part des organisateurs de l'opération Forum, plus d'un besoin de meubler des boutiques qu'ils n'étaient pas arrivés à louer que d'une volonté de promouvoir la création artistique.

Un promoteur privilégié

En clair, une belle réussite pour le groupe financier, le Cré-

dit Lyonnais et sa filiale la SERETE, promoteur du Forum. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, seul, le projet du Forum s'est maintenu contre vents et marées, avec l'appui actif de la ville de Paris et de son émanation, la SEMAH, chargée de l'aménagement des Halles, dans le même temps où une multitude de programmes apparaissaient et disparaissaient sur le reste de la zone des Halles.

Et cela va coûter fort cher, près d'un milliard de nouveaux francs — de quoi construire 5 000 logements HLM — et dont une bonne partie sera couverte par la ville de Paris, c'est-à-dire par les contribuables parisiens. Ce coût élevé s'explique,

en partie, par le choix fait en début de l'opération Halles, de tout construire en souterrain : que diable, il fallait utiliser au maximum le terrain, si précieux au centre de Paris, et les immeubles hauts commençaient à avoir mauvaise presse. Il a donc fallu prévoir, pour le Forum, des fondations très sophistiquées, un puissant système de climatisation et de sévères mesures de protection contre l'incendie, toutes choses qui coûtent fort cher.

La SERETE bénéficie de bien d'autres avantages. Par exemple, la sortie Halles du RER et du métro passe obligatoirement à travers le Forum, ce qui amène des millions d'acheteurs potentiels à domicile. La SERETE touchera également de fortes indemnités, car les tergiversations gouvernementales sur l'aménagement des Halles lui ont supprimé tout une partie du programme, initialement prévu en surface.

Quel gachis !

Après bien des méandres, l'urbanisme de l'ère giscardienne a donc enfin trouvé sa voie. Après les grands ensembles et les supermarchés fonctionnels de l'ère gaulliste, après Beaubourg, le temple pompidouien de l'art et de la culture, voici le luxueux gadget qui marquera, pour longtemps hélas, le règne de Giscard, une fois de plus symbolisé par une maison de commerce, badigeonnée d'une écologie de pacotille et d'une culture de carton pâte. Et pour tout ça, des milliers d'emplois ont été supprimés sans être remplacés, ceux qu'offraient les anciennes halles ; 3 000 habitants de l'ancien quartier ont été expulsés ; des milliers d'autres ont dû se loger ailleurs, incapables de supporter les loyers vertigineux qu'on leur impose aujourd'hui.

Quant à ceux qui ont pu, malgré tout, rester, on leur fait clairement comprendre que ce quartier n'est plus pour eux, mais pour la faune de punks et de bourgeois pleins de frics qui hantent aujourd'hui le nouveau carreau des Halles. Pendant qu'on inaugure 40 000 m² de commerces de luxe, les 22 000 m² d'équipements sociaux prévus initialement pour la population du quartier sont réduits à 14 000.

Nicolas GUILLOT

Paris-quartier Italie

CONTRE-PROJET DES HABITANTS

Paris, 13^{ème} arrondissement, le long de l'avenue de Choisy, 3 500 m² de petites maisons et de jardins, rasés en 1975, auraient dû, logiquement, subir le sort de tout le quartier Italie qui l'entoure : bureaux et logements de standing. Et, en effet, un promoteur y avait déjà engagé les travaux d'un immeuble de bureau de 11 000 m².

Mais un grain de sable est venu bloquer la mécanique, pourtant bien huilée, des promoteurs dans ce quartier de Paris. Dès 1976, des habitants du quartier (1) se regroupaient pour faire échec au promoteur. Ils obtenaient une première victoire en faisant annuler le permis de construire des bureaux par un tribunal. L'affaire est actuellement devant le Conseil d'Etat, mais le promoteur n'a pas perdu de temps : dans sa séance du 23 avril dernier, le Conseil de Paris envisageait de remplacer les bureaux par des immeubles de standing.

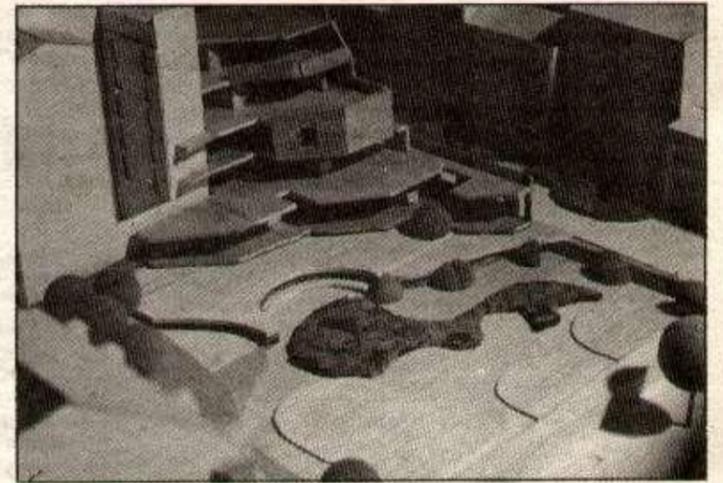
Consciente depuis longtemps de ces dangers, l'Association de Défense avait décidé d'aller plus loin et d'avancer ses propres propositions. Une première réunion, convoquée par tract, rassemble une soixantaine de personnes qui décident de travailler en petits groupes pour recenser les besoins. Puis ils appellent les habitants du quartier à prendre connaissance de cette première

ébauche de contre-projet et à faire leurs suggestions. Une permanence hebdomadaire et plusieurs réunions chez des habitants permettent ainsi de préciser le projet. En même temps, l'Association de Défense demande leur avis à une trentaine d'associations locales, associations de défense d'habitants, groupement de parents d'élèves, organisations politiques...

Un programme précis est ainsi adopté, qui sera mis en forme sur une maquette, avec l'aide d'élèves architectes.

Ce contre-projet prévoit la construction de 45 logements sociaux, regroupés en petits immeubles de 4 ou 5 niveaux. Les rez-de-chaussée sont occupés par des équipements collectifs, petits commerces de voisinage, une maison pour tous et une crèche de 60 berceaux qui s'ouvre sur un square de 1 600 m² (le quartier Italie manque cruellement d'espaces verts) ; sous le square, une piscine. Depuis janvier dernier, ce projet a été largement présenté aux habitants du quartier sur les marchés ; il a recueilli l'approbation de 1 600 signatures, dans le voisinage immédiat de l'îlot. En juin dernier, une fête, autour du chantier, connaissait un grand succès. Aujourd'hui, le combat continue pour imposer le projet des habitants.

(1) Association de Défense des Habitants et Riverains de l'îlot B 10 : 56 avenue de Choisy - 75 013 Paris.



PROCES FLATTO... SANS FLATTO

Ce mercredi 19 septembre, la chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris doit rendre son jugement dans l'affaire dite « Babel », vaste escroquerie immobilière montée par l'escroc financier Flatto-Sharon, aujourd'hui député au parlement israélien.

L'idée de l'escroquerie est simple. C'est ainsi que le 6 mai 1971, une société immobilière, la SESI, achetait pour 19 millions, devant notaire, des terrains au groupe Boussac. Dans la même journée, et devant le même notaire, la même société revendait les mêmes terrains pour 31 millions à 3 de ses filiales. Une société de crédit, la SAH avait allégrement prêté 25 des 31 millions. Résultat : 25 - 19 = 6 millions de plus-value immédiate pour la SESI, rapidement retirés par chèque des caisses de la société et sur lesquels ne seront jamais payés ni TVA, ni impôt sur les bénéfices. Cette opération répétée une vingtaine de fois a rapporté près de 300 millions à la SESI et à ses comparses, toutes membres du groupe Flatto.

Au banc des accusés, quelques comparses comme le maître d'hôtel ou la dame des vestiaires d'un restaurant appartenant au beau-frère de Flatto et nommés, pour les besoins de l'escroquerie, PDG et gérant de sociétés-écran. A leurs côtés, le notaire chez qui se sont signées toutes les transactions et les responsables de la SESI et de la SAH. Les grosses têtes, comme Flatto, sont en fuite. Jous

ont protesté de leur bonne foi, assurant qu'il n'y avait là rien d'anormal. Rien d'illégal a assuré le PDG de la société de crédit, à prêter de l'argent au vu d'un acte de vente passé devant notaire. Rien d'illégal a dit le PDG de la SESI, à toucher par anticipation une plus-value sur l'opération que, de toute façon, tous les promoteurs dégagent à la fin de chaque opération : c'est leur raison d'être. Rien d'illégal, a dit le notaire, à vendre deux fois le même terrain dans la même journée à deux prix différents. Et ils doivent tous avoir raison puisque la seule charge retenue contre eux est de ne pas avoir payé d'impôt et que les peines requises ne dépassent pas 4 ans avec sursis. Tout ça doit donc être très normal dans le monde de la promotion immobilière.

D'autres raisons expliquent aussi, sans doute, la clémence du tribunal. On dit que la « Paternelle », un des principaux groupes français d'assurance et possédant 100 % des parts de la SAH, ne tiendrait pas le coup en cas d'amendes sévères. On dit aussi que Flatto justifiait la plus-value sur le prix de la deuxième vente des terrains par le fait qu'il avait obtenu, de personnalités politiques bien en place, les permis de construire nécessaires aux opérations immobilières.

AFGHANISTAN PROMPT SOUTIEN DE L'URSS AU NOUVEAU GOUVERNEMENT

La rapidité avec laquelle l'URSS a exprimé son soutien au successeur de Taraki n'a d'égale que lors du précédent coup d'état d'avril 8 qui vit le renversement du président Daoud. Faut-il en conclure pour autant que l'URSS ait été à l'origine du renversement de celui qu'elle avait porté au pouvoir il y a 17 mois ?

L'existence de 3 500 conseillers militaires soviétiques, présents à tous les échelons de l'armée et des services secrets afghans rend difficilement crédible la thèse selon laquelle l'URSS ignorait tout du complot qui se tramait contre Taraki. Toutefois, la récente entrevue de ce dernier avec les plus hautes autorités soviétiques, laisse à penser qu'il possédait toute la confiance de l'URSS, d'autant plus, que contrairement aux usages, Taraki avait été reçu seul, sans même être accompagné de l'ambassadeur d'Afghanistan à Moscou. Quel qu'ait été le rôle de l'URSS dans la chute de Taraki, Moscou ne pouvait faire autrement que de cautionner ce nouveau coup de force. En effet, l'URSS est tellement engagée en Afghanistan qu'elle peut difficilement reculer.

AMIN : DEJA USE PAR LE POUVOIR

S'il n'est pas prouvé que la venue au pouvoir d'Amin, ministre de la défense du gouvernement Taraki a été une manœuvre directe de l'URSS, celui-ci de par son poste-clé et sa main-mise progressive sur l'armée et les services secrets n'a fait que cautionner le rapprochement avec l'URSS et l'engagement militaire soviétique de plus en plus important. Malgré ses efforts pour se dissocier du régime Taraki, en déclarant lundi à radio Kaboul que « ceux qui ont batti leur grandeur sur l'oppression du peuple ont été éliminés », Amin ne peut cacher qu'il est un des principaux responsables, en tant que ministre de la défense, de la mort de 150 000 Afghans et de l'emprisonnement de 150 000 autres

patriotes qui luttent les armes à la main contre le régime issu du coup d'état d'avril 78 et contre la machine de guerre soviétique mise à son service. Il faut avoir la mauvaise foi de *L'Humanité* pour vanter les bienfaits d'un régime qui n'hésite pas à bombarder au Napalm les populations révoltées. Pour l'organe central du PCF : « le programme du nouveau pouvoir... se donne pour objectifs la transformation démocratique de la société et le développement de l'économie. Des premières et importantes mesures ont été prises dans ce sens ».

LES REALISATIONS DU REGIME VANTEES PAR L'HUMANITE

Examinons qu'elles ont pu être ces « premières mesures », tant vantées par *L'Humanité* qui par ailleurs observe un silence total sur la répression. La réforme agraire, s'est limitée à exproprier les terres des grands propriétaires pour les redistribuer par lots de 5 jereeb (1 hectare) à des paysans pauvres auxquels on n'a alloué au-

cune subvention d'équipement. Sans moyen pour cultiver la terre, les résultats ne se sont pas fait attendre : 20 % des terres sont laissés à l'abandon.

Ces erreurs ajoutées à la sécheresse de l'hiver dernier ont pour conséquence le manque de 500 000 tonnes de blé. Cette céréale étant la base de l'alimentation du pays, les risques de famine sont graves.

Quant aux fameux « chefs tribaux et éléments intégristes du clergé » dont parle *L'Humanité* dans son article du 18 septembre, afin de semer le doute sur les buts recherchés par l'opposition croissante au régime pro-soviétique de Kaboul, ils n'hésitent pas à se réclamer du mouvement populaire dirigé par les religieux progressistes iraniens qui a abattu la dictature du Shah soutenue par l'impérialisme US. De là à dire que *L'Humanité* est plus prompt à soutenir les éléments religieux lorsqu'ils s'attaquent à l'impérialisme US...

Frank ROUSSEL

Le vol fait marcher le commerce

Un salon vient d'ouvrir ses portes : Europrotection. Il s'agit de l'exposition et de la vente du matériel permettant la protection « des biens et des personnes ». Les panneaux du genre « Attention au chien » et les verrous renforcés font partie des antiquités. Aujourd'hui, c'est le règne de l'électronique. Et ce marché connaît un taux de croissance record : 20% par an.

Faute de pouvoir porter remède aux causes mêmes de la délinquance, notre société fait le bonheur des industriels qui dans ce domaine voient l'avenir en rose : en France, 4% des appartements sont équipés de matériel de sécurité contre 20% aux Etats-Unis.

Guilvinec (Finistère) : Pêcheurs bretons en colère

Un certain nombre de pêcheurs bretons, plus précisément du pays Bigouden (Finistère) sont en colère. Depuis trois jours ils sont en grève et mardi encore, ils « retenaient » l'administrateur des affaires maritimes de Guilvinec. La raison du mouvement actuel ? Deux chalutiers bretons viennent d'être arraisonnés au large du Pays de Galles par les autorités britanniques. Un chalutier a été condamné par un tribunal de Grande-Bretagne à verser une amende de 3000 F environ, le second a été également condamné. Accusés tous deux d'avoir utilisé pour la pêche des mailles de filet trop grosses (50-60 mm), normes pourtant permises par les règlements communautaires européens, les pêcheurs demandent à être reçus par Le Theule, ministre des transports, afin d'exiger de lui que « des mesures énergiques soient prises afin de faire respecter les règlements communautaires ».

Projet de budget de la Défense

Bourges, ministre de la Défense, a présenté à la presse le prochain budget de la Défense. Pour 1980 il représente une augmentation de 14,9% par rapport à 1979.

Une partie de ce budget sera consacré à l'étude et à la recherche concernant des missiles sol-sol mobiles à têtes multiples qui doivent succéder aux missiles actuellement situés sur le plateau d'Albion. Bourges a évoqué la vulnérabilité actuelle des bases nucléaires françaises « due à la plus grande précision des missiles ennemis » se référant aux missiles SS 20 de l'URSS.

Ce budget prévoit également la commande d'un sixième sous-marin nucléaire, « L'Inflexible », ainsi que le rattrapage du retard pris dans le domaine des armements conventionnels (Mirage 2000 et canon 155 GCT).

Logements chauffés au fuel : hausse probable de 20%

Une augmentation d'au moins 20% des charges locatives aura probablement lieu à la fin octobre, pour tous les logements actuellement chauffés au fuel, soit près d'un tiers des logements. C'est ce que vient de déclarer Reich, vice-président de la Fédération Nationale des agents immobiliers (F.N.A.I.M.).

L'augmentation du prix du fuel domestique est bien sûr la raison de la hausse des charges locatives en question. Les compagnies pétrolières, non contentes d'augmenter leurs prix exigent également désormais que le paiement des livraisons de fuel en gros soit versé immédiatement. Conséquence, les locataires d'appartements chauffés au fuel vont se voir obligés également de verser immédiatement leur dépense en fuel à la réception de leur facture, et ne pourront plus l'étaler. Ceux qui ne pourront payer tout de suite ne seront pas chauffés !

CARTER CANDIDAT

Jimmy Carter vient officiellement d'annoncer sa candidature aux prochaines élections présidentielles des Etats-Unis. On attend bien sûr, avec intérêt la réaction de ses concurrents.

Los Angeles SOUS LE SMOG, LES USINES...

Certains quartiers de Los Angeles ont été déclarés zone dangereuse. La ville entière est en alerte depuis quelques jours. Qui est responsable? Le SMOG.

C'est pour Los Angeles qu'on crée dans les années 40 le terme SMOG pour désigner la brume polluante formée par les gaz d'automobiles et les fumées d'usines.

Depuis une semaine, la plus grande alerte au smog depuis 25 ans vient d'être déclenchée. En effet, dans certaines régions, sur un million de particules d'oxygène, on relève 0,41 par-

ticule d'ozone, alors que le taux normal d'ozone dans l'air doit être 3 fois moins important.

Le taux de saturation a été atteint à la suite d'une grève de conducteurs d'autobus entraînant le gonflement de la circulation automobile. Cette dose « inhabituelle » n'a pu déclencher ce smog qu'en raison de la présence habituelle de la pollution industrielle.

Les effets du smog sont considérables : affections des poumons et du cœur, maux de tête, migraines, nausées et irritation des yeux.

« Vous l'avez trop tapé »

Saïd circulait en voiture avec des amis. Contrôle de police : il n'avait pas de papiers, ayant fait l'objet d'un arrêté d'expulsion en 1978. Après une brève course poursuite, la voiture s'arrête. Les flics tirent. « Je me suis rendu », déclare Saïd, « ils m'ont ordonné de me mettre à plat ventre ». C'est alors que sont tombés sur lui coups de poings et coups de crosses. Dans le car de police, il est cogné à coups de matraques.

Au commissariat de Colombes, les policiers en poste n'en veillèrent pas : « Il est en trop mauvais état, vous l'avez trop tapé ». Admis à l'hôpital de Nanterre, il est hospitalisé huit jours : dents cassées, nez défoncé, blessures à la tête, contusions multiples.

Il est maintenant détenu à la prison de Fleury-Mérogis et vient de porter plainte.

Des mesures draconiennes ont été prises par l'AQMD, l'agence locale chargée de contrôler la pollution : les industries doivent réduire de 20% leurs émissions de produits polluants ; les habitants sont invités à rester chez eux et à éviter de faire des kilomètres inutiles, et enfin les entreprises doivent prendre des mesures pour aider les automobilistes à se regrouper pour effectuer leurs trajets domicile-travail.

Bien que les diverses lois contre la pollution abondent, les amendes pour les entreprises qui les violent sont restées au même tarif qu'il y a 30 ans, et seuls 75 inspecteurs doivent les faire appliquer à quelques 40 000 firmes...

Notons aussi que les systèmes de contrôle de pollution installés obligatoirement sur les véhicules de la région pour capter et détruire les gaz toxiques se détériorent au bout d'un kilométrage nettement inférieur à celui vanté par les constructeurs.

Le Smog continue donc de faire ses ravages sur les côtes californiennes, une zone de haute pression empêchant ce brouillard nauséabond de s'élever dans l'atmosphère.

CENTRAFRIQUE

Selon un porte-parole du Front Patriotique Oubanguien (F.P.O.), une quarantaine de personnes environ auraient été tuées récemment à la maison d'arrêt de Ngaragba, à Bangui (Centrafrique). L'organisation Amnesty International qui vient de déclarer avoir eu connaissance de ces accusations, mène actuellement une enquête sur cette affaire. D'autres informations en provenance du mouvement d'opposition à Bokassa font état d'actes de répression qui se seraient abattus sur les personnes qui ont été en contact avec la commission d'enquê-

te des juristes africains, en Centrafrique.

BOLCHOI : ENCORE DES DEFECTIONS

De nouvelles défections viennent d'avoir lieu dans la troupe du Bolchoï, qui effectue actuellement une tournée dans plusieurs villes des Etats-Unis. Deux membres de la troupe de danseurs, Léonid et Valentina Kozlov viennent en effet de demander l'asile politique aux Etats-Unis.

Récemment, c'était un autre danseur du Bolchoï, Godounev qui avait demandé l'asile diplomatique. Il avait été remplacé par Kozlov.